



Projet de loi du Conseil d'Etat

Date de dépôt : 13 mai 2026

Projet de loi **modifiant la loi sur la caisse publique de prêts sur gages** **(LCPPG) (D 2 10)**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 1 Modifications

La loi sur la caisse publique de prêts sur gages, du 7 octobre 2005 (LCPPG – D 2 10), est modifiée comme suit :

Art. 10 (nouvelle teneur)

¹ La surveillance de la gestion de la caisse est confiée à un conseil d'administration composé de 3 à 5 membres, dont 2 sont proposés par le Grand Conseil.

² Le conseil d'administration délibère valablement lorsque la majorité des membres qui le composent sont présents.

³ Après son entrée en fonction, aucun des membres du conseil d'administration ne peut être débiteur de la caisse ni acquérir un objet mis en vente.

Art. 11 Compétences (nouvelle teneur de la note), al. 2 (nouvelle teneur)

² Il exerce les compétences prévues par la loi sur l'organisation des institutions de droit public, du 22 septembre 2017, et est également chargé :

- a) d'exercer le contrôle général sur l'administration et la direction de la caisse, en faisant notamment procéder à des vérifications régulières des opérations et des gages;

- b) d'approuver :
 - 1° le budget;
 - 2° les comptes et le rapport de gestion à soumettre au Conseil d'Etat;
 - 3° les actes inhérents aux procédures judiciaires et les transactions;
- c) d'accepter ou de répudier les dons et legs faits à la caisse;
- d) de fixer les divers taux d'intérêt des prêts, sous réserve de l'approbation du Conseil d'Etat;
- e) de nommer et de révoquer le personnel, ainsi que de fixer son traitement;
- f) d'adopter un ou plusieurs règlements internes en application de l'article 14

Art. 13 (abrogé, l'art. 14 ancien devenant l'art. 12)

Art. 12 (nouvelle teneur)

Le conseil d'administration délègue par un règlement interne le pouvoir d'engager la caisse à un ou plusieurs membres du personnel en leur conférant la signature individuelle ou collective, soit entre eux, soit avec un membre du conseil d'administration. Les dispositions transitoires de l'article 19 sont réservées.

Art. 13 Autres organes (nouveau)

Conformément à la loi sur l'organisation des institutions de droit public, du 22 septembre 2017, les autres organes de la caisse sont la directrice ou le directeur et l'organe de révision.

Art. 16 et 17 (abrogés, les art. 18 à 22 anciens devenant les art. 14 à 18)

Art. 14 Règlements (nouvelle teneur avec modification de la note)

Un ou plusieurs règlements internes, adoptés par le conseil d'administration et approuvés par le Conseil d'Etat, fixent toutes les dispositions relatives au fonctionnement de la caisse et aux conditions particulières de ses opérations, dont notamment le statut du personnel.

Art. 19 Dispositions transitoires (nouveau)

Modification du ... (à compléter)

¹ Le mandat des membres du conseil d'administration en poste prend fin de plein droit à la date d'entrée en vigueur de la loi ... (à compléter), du ... (à compléter). A cette date, le Conseil d'Etat nomme le nouveau conseil d'administration, lequel désigne la directrice ou le directeur de la caisse.

² Le Conseil d'Etat fixe le début de la première période de fonction du conseil d'administration. La première période peut être d'une durée inférieure à 5 ans.

³ Le nombre de membres du conseil d'administration est fixé à 5 pour la première période de fonction suivant l'entrée en vigueur de la loi ... (*à compléter*), du ... (*à compléter*). L'article 10, alinéa 1, est applicable dès la deuxième période de fonction.

⁴ Durant la première période de fonction, l'une des 2 personnes détenant la signature collective à deux doit obligatoirement être un membre du conseil d'administration. L'article 12 est applicable dès la deuxième période de fonction.

Art. 2 Entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la Feuille d'avis officielle.

Certifié conforme

La chancelière d'Etat : Michèle RIGHETTI-EL ZAYADI

EXPOSÉ DES MOTIFS

I. Introduction

Fondée à l'origine par une loi cantonale adoptée en 1872 afin de consentir à la population des prêts à taux raisonnables, la Caisse de prêts sur gages (ci-après : la CPPG) est un établissement public autonome (EPA) qui a pour but d'accorder des prêts garantis par des gages mobiliers, principalement des objets fabriqués en métaux précieux.

Elle a successivement été régie par une loi de 1929, puis par une loi de 2005, présentée comme « un toilettage de la loi du 22 juin 1929 ». Employant, en 2025, 6 personnes pour un équivalent temps plein (ETP) de 5,4 personnes, elle est administrée par un conseil d'administration composé de 9 membres, soit 7 désignés par le Grand Conseil, à raison d'un membre par parti politique représenté, et 2 nommés par le Conseil d'Etat, dont sa présidente ou son président. La particularité de ce conseil d'administration est de compter en son sein une fonction d'administrateur-délégué, défini comme un membre du conseil d'administration chargé du « contrôle général de l'administration » de l'établissement. Cette configuration ne se retrouve pas dans d'autres établissements cantonaux.

Le 30 avril 2025, la Cour des comptes a été saisie d'une alerte citoyenne sur le fonctionnement de la CPPG, sur laquelle elle a décidé d'entrer en matière par la voie de l'examen sommaire. Elle a rendu ses conclusions en date du 31 mars 2026, conclusions que l'on peut trouver sur son site Internet à l'adresse [Examen sommaire relatif à la Caisse Publique de Prêts sur Gages \(CPPG\) – La Cour des comptes de Genève.](#)

L'une de ces conclusions invite le Conseil d'Etat à « examiner l'opportunité de revoir la gouvernance de la CPPG, en particulier le nombre d'administrateurs et les attributions de la fonction d'administrateur-délégué ».

Le Conseil d'Etat a décidé de donner suite à cette invite et saisit cette opportunité qui lui est donnée de moderniser la gouvernance de la CPPG.

II. Nombre de membres du conseil d'administration

La Cour des comptes s'est interrogée sur le *ratio* entre le nombre de membres du conseil d'administration de la CPPG et la taille de l'entité, quand bien même il correspondait aux dispositions légales applicables.

A l'instar de la plupart des établissements de droit public genevois, 7 administratrices et administrateurs proposés par le Grand Conseil participent au conseil d'administration en plus des 2 personnes désignées directement par le Conseil d'Etat. Lors de la nomination des membres, le Conseil d'Etat ne peut s'écarter de la proposition du Grand Conseil qu'en cas de cumul de mandats, de dépassement de la durée de 15 ans ou du non-respect d'une des conditions formelles de nomination¹.

La loi sur l'organisation des institutions de droit public, du 22 septembre 2017 (LOIDP; rs/GE A 2 24), entrée en vigueur le 1^{er} mai 2018, et les modifications apportées ou non à cette époque aux lois spéciales qui régissent les EPA sont le reflet des débats politiques nourris qui avaient eu lieu durant la décennie qui l'ont précédée, sur la question du nombre et de la représentativité politique des membres des conseils d'administration. Une première votation, en 2008, refusant la réduction des conseils de 3 EPA, puis une seconde, en 2012, rejetant une loi qui proposait de réduire le nombre de membres élus par le Grand Conseil² avaient montré l'attachement des citoyennes et citoyens genevois à une participation forte des partis politiques dans le processus de désignation des membres des conseils d'administration des EPA.

La LOIDP finalement adoptée en 2018 a par conséquent laissé aux lois spéciales régissant chaque EPA le soin de fixer la composition du conseil d'administration, sans prendre position uniformément sur une atténuation de la participation politique.

Le Conseil d'Etat demeure toutefois d'avis que le principe accordant à chaque parti la possibilité de proposer un membre au sein de chaque conseil d'administration peut être nuancé en fonction de la taille et du type d'activité de l'entité concernée.

A titre d'exemple, en 2012 déjà, le Conseil d'Etat avait proposé, lors de la création de l'Autorité cantonale de surveillance des fondations et des institutions de prévoyance (ASFIP), EPA de petite taille qui employait moins d'une quinzaine de personnes, un conseil d'administration composé de 3 membres désignés par le Conseil d'Etat et 2 par le Grand Conseil. Cela n'avait suscité aucun débat et avait été accepté à l'unanimité en commission³;

¹ Art. 14, al. 4 et 5, et art. 15C à 21 de la loi sur l'organisation des institutions de droit public, du 22 septembre 2017 (LOIDP; rs/GE A 2 24).

² Votation référendaire du 17 juin 2012 sur la loi sur l'organisation des institutions de droit public (loi 10679), du 18 novembre 2011.

³ PL 10802-A *in* Mémorial du Grand Conseil - MGC 2010-2011 XII A 14959

puis, un amendement présenté par un député sur cette question avait été largement rejeté lors du débat final en plénière⁴.

C'est un système semblable qui vous est proposé aujourd'hui pour la CPPG, en fixant le nombre de membres entre 3 et 5, dont un nombre fixe, soit 2, est désigné par le Grand Conseil et, par voie de conséquence, un nombre variable de 1 à 3 par le Conseil d'Etat. Si, à terme, le nombre total de 3 membres apparaît adéquat, au vu de la taille de la CPPG, le Conseil d'Etat nommera dans un premier temps – correspondant à une période de transition – un conseil de 5 personnes.

Incidentement, la réduction de la taille du conseil d'administration supprime toute velléité ou nécessité pour ledit conseil de préparer des décisions dans une composition restreinte généralement nommée « bureau » afin qu'elles soient ensuite discutées et adoptées par le conseil d'administration dans sa composition plénière, thématique également abordée, mais sous l'angle de la rémunération due, par le rapport d'examen sommaire de la Cour des comptes. Tous les membres du conseil d'administration ont ainsi les mêmes tâches et responsabilités.

III. Fonction d'administrateur-délégué

Le Conseil d'Etat a également décidé d'aller dans le sens de l'invitation de la Cour des comptes à revoir les attributions de la fonction d'administrateur-délégué. Compte tenu du fait qu'il s'agit d'une configuration unique dans la législation applicable aux EPA genevois, et au vu des thématiques relevées dans le rapport d'examen sommaire, le Conseil d'Etat est d'avis que cette fonction n'a plus lieu d'être, d'autant plus que le nombre total de membres du conseil d'administration est également réduit.

IV. Commentaire article par article

Art. 10 (nouvelle teneur)

Al. 1 : Cette modification répond à une observation de la Cour des comptes, dans l'examen sommaire déjà cité, jugeant que « le ratio de sept [*recte* : neuf] administrateurs pour six collaborateurs opérationnels est questionnable au regard des activités et de la taille de la CPPG » (rapport d'examen, p. 10). Le Conseil d'Etat partage ce constat en proposant ici la réduction dudit conseil.

La nouvelle disposition prévoit que le nombre de personnes sera désormais compris dans une fourchette de 3 à 5 membres.

⁴ MGC 2010-2011 XII D/74 5951.

La compétence de désigner soit 1, soit 3 membres, pour représenter le canton est donnée au Conseil d'Etat.

Une présence du Grand Conseil est conservée, sous la forme de deux membres élus et proposés par lui. Cette solution fonctionne à satisfaction de tous pour l'ASFIP, les partis s'entendant entre eux pour proposer des membres lorsqu'un renouvellement est requis et conserver ainsi une diversité politique.

L'art. 47 LOIDP, qui prévoit que le Conseil d'Etat nomme les membres et désigne le président, est par ailleurs applicable.

Al. 2 : le quorum fixé revient à exiger la présence obligatoire de deux membres si le conseil est composé de trois personnes et celle de trois membres lorsque le conseil est composé de cinq personnes.

Al. 3 : reprend le contenu de l'actuel article 13, qui est abrogé.

Art. 11 *Compétences (nouvelle teneur de la note), al. 2 (nouvelle teneur)*

Phrase introductive : cette phrase est modifiée pour renvoyer aux dispositions prévues par la LOIDP.

Lettre a : cette lettre est modifiée pour donner au conseil *in corpore* la compétence d'exercer la surveillance générale sur l'établissement, attribuée à un administrateur-délégué en vertu de l'article 16 de l'actuelle loi sur la caisse publique de prêts sur gages, du 7 octobre 2005 (LCPPG; rs/GE D 2 10), qui est abrogé par le présent projet de loi. Cette fonction, adoptée pour des raisons historiques, était une particularité de la LCPPG, que l'on ne retrouve pas dans d'autres EPA genevois.

Cette clarification des rôles répond aux constats de la Cour des comptes (voir commentaires ci-après, *ad* abrogation de l'article 16).

La précision relative aux gages est ajoutée pour aller dans le sens d'un constat de la Cour des Comptes, selon lequel la gestion informatisée des gages doit être améliorée, ce que le conseil d'administration aura la charge de vérifier.

Lettre b : la lettre b actuelle (vestige de la loi de 1929 conservé dans la loi de 2005) est supprimée, car elle décrit une opération comptable qui n'a pas lieu de figurer dans la loi, pas plus que l'acceptation d'une quelconque « garantie supplémentaire » autre que celle constituée par les objets déposés en gage par les clients de la caisse.

Les chiffres 2 et 3 font l'objet de légères adaptations terminologiques : rapport de gestion remplace « rapport administratif » et actes inhérents aux

procédures judiciaires remplace « actes judiciaires » (les actes judiciaires étant ceux qui émanent du pouvoir judiciaire).

La modification des lettres c à f est de nature purement formelle.

Art. 13 (abrogé, l'art. 14 ancien devenant l'art. 12)

Le contenu de cet article est transféré à l'article 10, qui traite du conseil d'administration.

Art. 12 (nouvelle teneur de l'actuel art. 14)

La définition des pouvoirs de signature d'un EPA est habituellement la prérogative du conseil d'administration et il n'est pas usuel qu'elle figure directement dans la loi. Elle est ainsi redonnée au conseil d'administration. Toutefois, durant la période de transition, il est prévu d'associer systématiquement un membre du conseil d'administration à la signature collective (cf. commentaire *ad* art. 19). Le règlement topique sera soumis à l'approbation du Conseil d'Etat, comme les autres règlements internes.

Art. 13 (nouveau)

L'article 46 LOIDP, faisant partie du Titre IV « Organisation – disposition applicables aux autres institutions » stipule que les organes de ces institutions sont : le conseil, la direction (ou secrétariat) et l'organe de révision.

Etant donné la taille réduite de la CPPG, cet article précise que la direction est composée d'une seule personne, à savoir une directrice ou un directeur, sans « co-direction ».

Art. 16 et 17 (abrogés, les art. 18 à 22 anciens devenant les art. 14 à 18)

Art. 16

Le rapport rédigé par la Cour des comptes à la suite l'examen sommaire cité plus haut a mis en évidence le caractère potentiellement problématique de cette fonction, « susceptible de créer des doublons et des confusions dans les rôles exercés » (rapport d'examen, p. 10).

Les fonctions de « contrôle général » et leurs frontières peuvent s'avérer en pratique difficiles à définir si elles sont concentrées sur une seule personne, conférant de fait à la personne qui occupe cette fonction un rôle opérationnel, en plus du rôle décisionnel qui doit être le sien en tant que membre du conseil d'administration.

La tâche de contrôle général figurant à l'alinéa 1 actuel est ainsi transférée à l'article 10, qui traite des compétences du conseil d'administration. Quant à l'alinéa 2, relatif à la caution qui pouvait être exigée de l'administrateur-délégué, il n'était à notre connaissance pas appliqué et n'a plus lieu d'être, quoiqu'il en soit.

Art. 17

S'agissant d'une compétence du conseil d'administration, elle est intégrée dans l'article y relatif (art. 11, al. 2, lettre a).

Art. 14 (nouvelle teneur avec modification de la note de l'actuel art. 18)

L'unique modification est l'adjonction, afin de prévenir toute éventuelle interrogation ultérieure, d'une référence au statut du personnel, après que la chambre administrative de la Cour de justice (CACJ) a récemment confirmé que la LCPPG permet bien au conseil d'administration de la CPPG d'adopter le statut du personnel, et cela selon le droit privé.⁵

La CACJ a retenu que :

- l'application du droit privé découlait du statut du personnel adopté par le conseil en application des articles 29 LOIDP, 11 LCPPG et 12 du règlement interne de la CPPG;
- quand bien même l'actuel article 18 LCPPG ne nommait pas l'adoption d'un règlement du personnel, cet article constituait une base légale suffisante, étant « libellé de manière suffisamment large pour comprendre les relations de travail » et conférant à la CPPG « une autonomie organique, portant sur sa propre organisation y compris les relations avec le personnel » (consid. 1.4).

Art. 19 Dispositions transitoires (nouveau)

Al. 1 : Cette disposition permettra au Conseil d'Etat de nommer immédiatement le nouveau conseil d'administration dans la composition prévue par l'article 10, alinéa 1, respectivement au conseil d'administration de désigner une directrice ou un directeur (la fonction de direction étant actuellement attribuée conjointement à 2 personnes).

Le conseil d'administration nommé pour la première période de fonction devra obligatoirement comporter 5 membres; ensuite, après cette première période de fonction (cf. al. 2), le Conseil d'Etat pourra soit maintenir un

⁵ Arrêt du 9 décembre 2025 (ATA/1357/2025). Il a fait l'objet d'un recours et n'est pas encore entré en force à ce jour.

conseil à 5 membres, soit le réduire à 3 membres, en application de l'article 10 alinéa 1.

Al. 2 : la durée de la première période de fonction est déterminée par le Conseil d'Etat. Cette disposition est calquée sur les dispositions transitoires de la loi sur la surveillance des fondations de droit civil et des institutions de prévoyance, du 14 octobre 2011 (LSFIP; rs/GE E 116) (création de l'ASFIP).

Al. 3 : la règle de quorum fixée à l'article 10, alinéa 2, laisse le temps nécessaire au Grand Conseil pour procéder à l'élection des 2 membres qu'il lui revient de proposer. Dans l'intervalle, le conseil d'administration peut valablement fonctionner dans une composition de 3 personnes (3 personnes représentant la majorité d'un conseil d'administration comportant 5 personnes en tout, en application du nouvel article 10, alinéa 2).

Al. 4 : durant la période transitoire, soit la première période de fonction, la signature collective à deux comportera obligatoirement celle d'un membre du conseil d'administration, cette règle pouvant être revue ultérieurement, avec l'approbation du Conseil d'Etat, compétent pour valider les règlements internes.

Au bénéfice de ces explications, nous vous remercions de réserver un bon accueil au présent projet de loi.

Annexe :

Tableau comparatif

Tableau comparatif : modification de la loi sur la caisse publique de prêts sur gages (D 2 10)

Texte actuel	Nouveau texte
Chapitre III Administration	
<p>Art. 10 Conseil d'administration La gestion de la caisse est confiée à un conseil d'administration composé de 7 à 11 membres, désignés comme suit :</p> <p>a) 1 membre par parti représenté au Grand Conseil et élu par lui; b) 2 membres nommés par le Conseil d'Etat.</p>	<p>Art. 10 Conseil d'administration ¹ La surveillance de la gestion de la caisse est confiée à un conseil d'administration composé de 3 à 5 membres, dont 2 sont proposés par le Grand Conseil. ² Le conseil d'administration délibère valablement lorsque la majorité des membres qui le composent sont présents. ³ Après son entrée en fonction, aucun des membres du conseil d'administration ne peut être débiteur de la caisse ni acquérir un objet mis en vente.</p>
<p>Art. 11 Conseil d'administration : compétences ¹ Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la caisse. ² Il est en particulier appelé à :</p> <p>a) approuver : 1^o le budget, 2^o les comptes et le rapport administratif à soumettre au Conseil d'Etat, 3^o les actes judiciaires et les transactions; b) accepter les ducroires en garantie supplémentaire et les fixer; c) accepter ou répudier les dons et legs faits à la caisse; d) fixer les divers taux d'intérêt des prêts, sous réserve de l'approbation du Conseil d'Etat; e) nommer et révoquer le personnel, fixer son traitement; f) adopter un ou plusieurs règlements internes en application de l'article 18.</p>	<p>Art. 11 Compétences ² Il exerce les compétences prévues par la loi sur l'organisation des institutions de droit public, du 22 septembre 2017, et est également chargé :</p> <p>a) d'exercer le contrôle général sur l'administration et la direction de la caisse, en faisant notamment procéder à des vérifications régulières des opérations et des gages; b) d'approuver : 1^o le budget; 2^o les comptes et le rapport de gestion à soumettre au Conseil d'Etat; 3^o les actes inhérents aux procédures judiciaires et les transactions; c) d'accepter ou de répudier les dons et legs faits à la caisse; d) de fixer les divers taux d'intérêt des prêts, sous réserve de l'approbation du Conseil d'Etat; e) de nommer et de révoquer le personnel, ainsi que de fixer son traitement; f) d'adopter un ou plusieurs règlements internes en application de l'article 14</p>

<p>Art. 13 Administrateurs : incompatibilité Après son entrée en fonction, aucun des administrateurs ne peut être débiteur de la caisse. Ils ne peuvent acquérir un objet mis en vente.</p>	<p>Abrogé, l'art. 14 ancien devenant l'art. 12</p>
<p>Art. 14 Signatures ¹ La caisse est représentée et engagée vis-à-vis des tiers par deux administrateurs signant collectivement. ² Le conseil d'administration peut déléguer le pouvoir d'engager la caisse, dans les limites prévues au règlement interne, à un ou plusieurs employés en leur conférant la signature individuelle ou collective.</p>	<p>Art. 12 Signatures Le conseil d'administration délègue par un règlement interne le pouvoir d'engager la caisse à un ou plusieurs membres du personnel en leur conférant la signature individuelle ou collective, soit entre eux, soit avec un membre du conseil d'administration. Les dispositions transitoires de l'article 19 sont réservées.</p>
<p>Art. 15</p>	<p>Art. 13 Autres organes Conformément à la loi sur l'organisation des institutions de droit public, du 22 septembre 2017, les autres organes de la caisse sont la directrice ou le directeur et l'organe de révision.</p>
<p>Art. 16 Administrateur-délégué ¹ Le contrôle général de l'administration est exercé par un administrateur-délégué nommé par le conseil d'administration. ² Un cautionnement peut être exigé de l'administrateur-délégué. Le conseil d'administration en fixe, le cas échéant, les modalités.</p>	<p>Abrogés, les art. 18 à 22 anciens devenant les art. 14 à 18</p>
<p>Art. 17 Vérifications Le conseil d'administration doit faire procéder périodiquement à la vérification des écritures et des opérations de la caisse.</p>	
<p>Art. 18 Règlement Un ou plusieurs règlements internes, adoptés par le conseil d'administration et approuvés par le Conseil d'Etat, fixent toutes les dispositions relatives au fonctionnement de la caisse et aux conditions particulières de ses opérations.</p>	<p>Art. 14 Règlements Un ou plusieurs règlements internes, adoptés par le conseil d'administration et approuvés par le Conseil d'Etat, fixent toutes les dispositions relatives au fonctionnement de la caisse et aux conditions particulières de ses opérations, dont notamment le statut du personnel.</p>

	<p>Art. 19 Dispositions transitoires</p> <p><i>Modification du ... (à compléter)</i></p> <p>¹ Le mandat des membres du conseil d'administration en poste prend fin de plein droit à la date d'entrée en vigueur de la loi ... (à compléter), du ... (à compléter). A cette date, le Conseil d'Etat nomme le nouveau conseil d'administration, lequel désigne la directrice ou le directeur de la caisse.</p> <p>² Le Conseil d'Etat fixe le début de la première période de fonction du conseil d'administration. La première période peut être d'une durée inférieure à 5 ans.</p> <p>³ Le nombre de membres du conseil d'administration est fixé à 5 pour la première période de fonction suivant l'entrée en vigueur de la loi ... (à compléter), du ... (à compléter). L'article 10, alinéa 1, est applicable dès la deuxième période de fonction.</p> <p>⁴ Durant la première période de fonction, l'une des 2 personnes détenant la signature collective à deux doit obligatoirement être un membre du conseil d'administration. L'article 12 est applicable dès la deuxième période de fonction.</p>
	<p><u>Art. 2</u> Entrée en vigueur</p> <p>La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la Feuille d'avis officielle.</p>